

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : M^e Voy Stelmaszynski
M^e Leonard Marvy

Mai 2008

Résumés de décisions

Sont résumées plus bas quelques-unes des décisions que la Commission des relations de travail de l'Ontario (CRTL) a rendues en avril dernier. Ces décisions paraîtront dans le numéro de mars/avril des rapports de la CRTL. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à

http://www.canlii.org/index_fr.html.

Droits de négociation – Initiative de l'employeur – Preuves – Résiliation – Dans une requête en vue d'obtenir la résiliation des droits de négociation du syndicat, la Commission a estimé que malgré le peu de preuves directes établissant que l'employeur avait déposé la requête, le syndicat avait parfaitement le droit de remplir son fardeau de la preuve par des preuves circonstanciées – Les preuves de l'employé au sujet de ses motifs pour déposer la requête n'étaient pas crédibles – Il n'a pas expliqué avec honnêteté comment il a appris qu'il pouvait déposer une demande de résiliation et quels étaient les délais de dépôt en vertu de la *Loi sur les relations de travail* (LRT), et quels étaient ses motifs derrière le dépôt de la demande – La seule explication naturelle que la Commission pouvait déduire de sa malhonnêteté était son désir d'étouffer le fait que c'était l'employeur qui avait déposé la demande – La demande est rejetée.

2890275 CANADA INC. O/A ENER-TECH; RE PATRICK POISSON RE IBEW, LOCAL 586; Dossier n° 0421-07-R; Date : 3 avril 2008; Comité d'audition : Mark J. Lewis (10 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Détermination du secteur – La première question que la Commission devait trancher dans

cette requête en accréditation était de savoir si le projet (la construction de la centrale Goreway – une centrale à turbine à gaz à cycle combiné) relevait du secteur ICI de la construction ou du secteur des centrales électriques – Après avoir examiné le contexte historique et la jurisprudence traitant des limites du secteur des centrales électriques, la Commission s'est penchée sur les facteurs applicables pour trancher un litige relatif au secteur – La Commission a conclu que les pratiques de négociations pointaient fortement sur le secteur ICI, que les caractéristiques de travail indiquaient que le travail relevait du secteur ICI et que l'usage final prévu suggérait le secteur de l'énergie électrique (bien que pas aussi fortement) – La Commission a conclu que la majorité du projet tombait dans le secteur ICI et qu'en conséquence, la requête n'avait pas été déposée dans les délais – La requête est rejetée.

BARCLAY CONSTRUCTION GROUP INC.; RE CARPENTERS & ALLIED WORKERS LOCAL 27, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; RE IUOE, LOCAL 793; RE LIUNA, ONTARIO PROVINCIAL DISTRICT COUNCIL; RE SNC-LAVALIN POWER ONTARIO INC.; RE IBEW, CONSTRUCTION COUNCIL OF ONTARIO; IBEW, LOCAL 353; RE GOREWAY STATION PARTNERSHIP; Dossier n° 0837-06-R; Date : 8 avril 2008; Comité d'audition : David A. McKee (23 pages)

Unité de négociation – Industrie de la construction – La section locale 183 a déposé une demande d'accréditation en vertu du paragraphe 158 (2) [non-ICI] pour une unité de négociation regroupant tous les ouvriers de la construction travaillant dans les régions géographiques 9 et 18 – Le jour du dépôt de la requête, deux employés travaillaient, un dans chaque région – L'intimé a répondu qu'aux termes du paragraphe 158 (2), l'unité de négociation

pertinente devait correspondre à une seule région, et que comme il y avait seulement un employé dans chaque région, la requête devait être rejetée aux termes du paragraphe 9 (1) – La Commission a conclu que le renvoi à une région géographique, au par. 158 (2), autorisait un nombre minimal d'employés couverts dans un certificat et n'empêchait pas la Commission de décider qu'une description d'une unité de négociation qui dépasse une région géographique est acceptable – Ce point de vue est conforme à l'exigence prévue à l'art. 160 de délivrer un certificat au seul secteur ICI et un autre relativement à tous les autres secteurs, dans les régions géographiques pertinentes – La demande est traitée.

HAVENWOOD HOMES; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; Dossier n° 3154-07-R; Date : 24 avril 2008, Comité d'audition : Corinne F. Murray; R. Baxter; B. Roberts (9 pages)

Accréditation – Accréditation en cas de violation de la Loi – Industrie de la construction – Recours – Pratique déloyale de travail– Le requérant a décidé de mener sa campagne de syndicalisation par calcul et en approchant un nombre choisi d'employés plutôt que de mener une campagne de grande envergure – La Commission a conclu que l'employeur avait commis une pratique déloyale de travail à deux reprises : il a fait des déclarations intimidantes et coercitives lors d'une réunion du personnel et a congédié injustement un organisateur du syndicat – Même si l'on compte l'organisateur du syndicat, le requérant n'a déposé des renseignements qu'au nom de 20 % des membres de l'unité de négociation – Dans ces circonstances, lorsque le syndicat n'a pas de contact réel avec plus de 60 % des membres de l'unité de négociation au moment du dépôt des plaintes pour pratique déloyale, la Commission n'a pas pu conclure que l'omission du syndicat de respecter le seuil des 40 % était le résultat de pratiques déloyales de travail – Le syndicat requérant n'avait pas le droit d'invoquer le recours de l'article 11, mais la Commission a ordonné la réintégration de l'organisateur du syndicat et un autre recours déclaratoire – La requête en accréditation est rejetée; des recours pour pratique déloyale de travail sont accordés.

LECOMPTE ELECTRIC INC.; RE IBEW, LOCAL 586; RE CLAYTON BLOOM; dossiers n°s 3385-05-R; 3403-05-U; Date : 15 avril 2008; Comité d'audition : Jack J. Slaughter (24 pages)

Normes d'emploi – Des employeurs, qui prennent soin d'adultes schizophrènes, ont demandé le réexamen d'une décision de l'OSE selon laquelle leurs employés ne correspondaient pas à la définition légale de « Préposé aux soins en établissement » en vertu du Règlement 285/01 pris en application de la LNE – La Commission a accepté la définition dans *Pacaldo* et la définition du manuel d'interprétation de la LNE selon laquelle, pour qu'une personne soit considérée comme atteinte d'un handicap de développement, il faut que le handicap se soit produit pendant les années de formation de la personne (à savoir, avant l'âge de 18 ans) – Étant donné qu'il n'y avait aucune preuve devant la Commission qui indiquait un début de schizophrénie avant l'âge de 18 ans chez aucun des résidents, la Commission a estimé qu'aucun des résidents ne remplissait les critères de la définition de « personnes atteintes d'un handicap de développement » et donc, que les employés n'étaient pas des préposés aux soins en établissement – La Commission a aussi noté que l'objet de la LNE et de ses exemptions était de protéger le droit des travailleurs à des conditions de travail de base – La demande est rejetée.

LORRAINE FRASER VISCOUNT RESIDENCE; RE MS. SHIRLEY COYEA AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT; Dossiers n°s 0059-06-ES; 0061-06-ES; Date : 11 avril 2008; Comité d'audition : Kelly Waddingham (9 pages)

Grief de l'industrie de la construction – Intervenant – Parties – Pratiques et procédures – La section locale 804 a demandé des recours contre le constructeur pour violation des dispositions de la convention provinciale en matière de mobilité, parce qu'il a employé des membres de la section locale 353 pour relier et installer des câbles à haute tension et des transformateurs, dans un chantier de construction d'un entrepôt dans le secteur de compétence géographique de la section locale 804 – La section locale 353 a demandé d'intervenir – La Commission a conclu que même si le déplacement possible des membres de la section locale 353 n'allait peut-être pas suffire pour établir un intérêt juridique à l'égard de la procédure, l'interprétation de l'article 17 de la partie consacrée au secteur ICI de l'entente principale, selon laquelle les sections locales 353 et 1687 agissent comme « centre d'autorisation » pour le travail sur les câbles effectué dans la province de l'Ontario, créait cet intérêt légal – L'objection à la participation de la section locale 353 est rejetée – L'affaire se poursuit.

PBW HIGH VOLTAGE LTD.; RE IBEW, LOCAL 894; RE IBEW, LOCAL 353; RE ELECTRICAL

TRADE BARGAINING AGENCY OF THE ELECTRICAL CONTRACTORS ASSOCIATION OF ONTARIO; Dossier n° 1639-07-G; Date : 21 avril 2008; Comité d'audition : Harry Freedman; John Tomlinson; Richard Baxter (9 pages)

Accréditation – Industrie de la construction– Soutien de l'employeur – Pratique déloyale de travail – Les campagnes de syndicalisation des Labourers, Carpenters et CLAC se sont chevauchées et bien que la campagne du CLAC ait commencé en dernier, il a déposé sa requête en accréditation le premier – Dans l'un de quatre sites, on a constaté un rejet hostile des représentants des Labourers, par opposition aux réunions sans accroc dans la caravane pour le représentant du CLAC – Dans deux autres sites, la Commission a estimé que les directeurs de travaux des sites aidaient le représentant du CLAC en coordonnant la disponibilité des employés après le travail – L'employeur est lié par les actions de son mandataire, le directeur de travaux – La Commission a conclu que le soutien fourni par les directeurs de travaux était contraire à l'article 15 car il nuisait à la relation indépendante nécessaire entre un agent de négociation et un employeur, et que par conséquent elle ne pouvait pas se fier aux renseignements sur les membres présentés – La requête est rejetée.

PRE-ENG CONTRACTING LTD.; RE CONSTRUCTION WORKERS LOCAL 52, AFFILIATED WITH THE CHRISTIAN LABOUR ASSOCIATION OF CANADA; LIUNA, LOCAL 506; RE CARPENTERS UNION, CENTRAL ONTARIO REGIONAL COUNCIL, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; Dossiers n°s 3798-05-R; 3958-05-U; Date : 8 avril 2008; Comité d'audition : David A. McKee (11 pages)

Instances judiciaires

Accréditation – Industrie de la construction– Révision judiciaire – Caractère théorique – Pratiques et procédures –
Accréditation – Industrie de la construction– Révision judiciaire – La Commission a accrédité le syndicat des Painters dans cette requête ' fondée sur une carte lorsque l'employeur a omis de déposer une réponse dans les délais impartis, conformément au paragraphe 128.1 (3) – Dans sa requête en réexamen de la décision de la Commission accréditant le syndicat, l'intimé s'est fondé sur le fait qu'il avait remis sa réponse au syndicat dans les délais, mais que par erreur il avait omis de déposer la réponse auprès de la

Commission – Renvoyant à la décision *Air-Kool*, la Commission a jugé qu'elle n'avait pas le pouvoir discrétionnaire de prolonger le délai de dépôt de la réponse – En révision judiciaire, le tribunal a jugé que la Commission était liée par la norme de la décision correcte et que celle-ci avait commis une erreur en interprétant le par. 128.1 (3) comme une limite à sa capacité d'accepter un dépôt tardif – Le terme « shall » dans la version anglaise de la disposition avait une nature impérative, mais il ne s'adresse qu'à l'employeur et non à la Commission – La demande de révision judiciaire est acceptée ([2007] OLRB Rep. Mar/Apr 459) – Après la décision de la Cour divisionnaire selon laquelle la Commission a le pouvoir discrétionnaire d'accepter des renseignements déposés en retard, conformément au par. 128.1 (3), la Commission a réexaminé sa décision et révoqué le certificat délivré au syndicat et renvoyé l'affaire à une réunion d'accréditation régionale parce qu'elle n'a pas pu établir le nombre d'employés dans l'unité de négociation – La Cour d'appel a trouvé que ces événements après la révision judiciaire rendaient l'affaire théorique parce que la controverse sous-jacente (la question de savoir si la Commission peut accepter les renseignements) avait déjà été tranchée par la Commission – Le tribunal a aussi décidé de ne pas exercer son pouvoir discrétionnaire de juger l'appel théorique sur le bien-fondé, pour les raisons suivantes : a) un contexte litigieux existe encore, et b) bien que les questions (normes de réexamen et interprétation de l'article 128.1) soient importantes, elles ne soulèvent pas des questions d'une grande importance sociale et constitutionnelle et elles ne sont pas susceptibles de ne jamais être soumises aux tribunaux – Pour terminer le tribunal a averti que la décision n'était pas une confirmation de la conclusion de la Cour divisionnaire, qui déclarait que la norme de réexamen pertinente était la norme de la décision correcte – Le tribunal a clairement affirmé qu'il y avait lieu de faire preuve de retenue à l'égard de la décision de la Commission sur ce genre de questions – L'appel est rejeté.

MAYSTAR GENERAL CONTRACTORS INC.; RE IUPAT, LOCAL 1819 AND OLRB; Dossier no 0812-06-R (Dossier du tribunal n° C47489); Date : 11 avril 2008; Comité d'audition : Gillese; Doherty; G. Epstein (10 pages)

Obligation d'être impartial dans son rôle de représentant – Révision judiciaire – Pratiques et procédures – Pratique déloyale de travail – Le tribunal a jugé qu'il n'incombait pas à la Commission, lorsqu'elle examine une plainte pour violation de l'obligation d'impartialité, de se pencher sur le bien-fondé de la sentence arbitrale

ou des décisions procédurales rendues par l'arbitre – La Commission n'est pas compétente pour déterminer si l'employeur a violé ou non la convention collective ou une autre loi régissant la relation d'emploi – La décision de ne pas accepter d'enregistrer les instances devant la Commission relève du pouvoir discrétionnaire de la Commission en vertu du paragraphe 110 (16), à condition qu'elle donne aux parties la possibilité de produire des preuves et de faire des observations – La Commission n'a pas agi incorrectement ni n'a violé les règles d'équité procédurale en refusant d'accepter le sténographe judiciaire – La Commission a agi raisonnablement en ordonnant que le requérant demande l'autorisation de la Commission avant de déposer une autre plainte en vertu de l'article 74 contre le syndicat – La conclusion portant que les allégations répétées de violation de l'article 74 contre le syndicat constituaient un abus de procédure était raisonnable car elle visait à contrôler les procédures devant la Commission – La demande de révision judiciaire est rejetée.

GUS NEDELKOPOULOS; OLRB; RE A.G.S. AUTOMOTIVE OSHAWA AND C.A.W. LOCAL 222; Dossier no 1838-05-U, 2644-05-U (Court Dossier n° 78978/06); Date : 16 avril 2008; Comité d'audition : juges Swinton, Donohue et Hambly. (6 pages)

Les décisions rapportées dans le présent bulletin figureront dans les rapports de la Commission des relations de travail de l'Ontario. Des copies des premières versions des rapports de la Commission sont consultables, à titre de référence, à la Bibliothèque des tribunaux de travail de l'Ontario, au 505, av. University, 7^e étage, Toronto.

Droit constitutionnel – Recours provisoire – Intervenant – Révision judiciaire – Référence – Pratique déloyale de travail– La demande d'autorisation de faire appel devant la Cour suprême du Canada a été rejetée. Décisions de la Commission rapportées à [2003] OLRB Rep. Nov/Dec 1035 et [2004] OLRB Rep. Nov/Dec 1077; décision de la Cour divisionnaire rapportée à [2006] OLRB Rep. May/June 450; décision de la Cour d'appel rapportée à [2007] OLRB Rep. Nov/Dec 1197.

MISSISSAUGAS OF SCUGOG ISLAND FIRST NATION; RE NATIONAL AUTOMOBILE, AEROSPACE, TRANSPORTATION AND GENERAL WORKERS UNION OF CANADA (CAW-CANADA) AND ITS LOCAL 444, GREAT BLUE HERON GAMING COMPANY AND OLRB, ATTORNEY GENERAL OF CANADA AND ATTORNEY GENERAL OF ONTARIO; dossiers nos 1271-03-U et al; (dossier du tribunal no 32452); Date : 24 avril 2008; Comité d'audition : juges Binne, LeBel et Deschamps (2 pages)

Procédures judiciaires en instance

Intitulé et numéro du dossier du tribunal	N° du dossier de la Commission	Statut
LIUNA, Local 183 (PineValley Enterprises) Dossier de la Cour divisionnaire n° 201/08	0910-07-R	En instance
LIUNA, Local 183 (Saddlebrook) Dossier de la Cour divisionnaire n° 201/08	3414-06-R et al	En instance
BCC Constructors v. International Union of Painters Dossier de la Cour divisionnaire n° 138/08	3174-06-R	En instance
Edgewater Gardens Long Term v. OPSEU Dossier de la Cour divisionnaire n° 08-0015	3166-07-R	Demande de sursis à exécution rejetée le 31 mars 2008 - motifs à suivre
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 Dossier de la Cour divisionnaire n° 66/08	2127-05-G; 3437-05-G	En instance
Ottawa Fertility Centre v. Ontario Nurses Association, OPSEU, CUPE Local 4000, Ottawa Hospital and OLRB Dossier de la Cour divisionnaire n° DV-08-1394 OTTAWA	1531-06-PS	En instance
Puri Sons Inc. o/a Tally Ho Manor v. Director of Employment Standards et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 30/08	1490-06-ES; 1491-06-ES	En instance
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 423/07	1386-06-R	En instance
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 281/07	0769-06-ES	En instance
Dr. Oliver Bajor v. OLRB Dossier de la Cour divisionnaire n° 258/07	0353-06-ES	29 mai 2008
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 117/07	3737-05-U	Affaire entendue les 10 et 11 janvier 2008, décision mise en délibéré
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Dossier de la Cour divisionnaire n° 93/07	1115-04-U	En instance
Janet Kitson v. OLRB et al Dossier de la Cour divisionnaire n° 492/06	4205-02-U	En instance
Johnson Controls Ltd. v. Brookfield Lepage Dossier de la Cour divisionnaire n° 406/06	1634-04-R	Affaire ajournée – sine die
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Dossier de la Cour divisionnaire n° 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Demande rejetée – 13 août 2007 Demande d'autorisation à la Cour d'appel
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Dossier de la Cour divisionnaire no 209/06	1785-05-R	En instance
Gus Nedelkopoulos v. OLRB Dossier de la Cour divisionnaire no 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	Demande rejetée – 16 avril 2008
Maystar General Contractors Inc. v. IUPAT, Local 1819 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Demande rejetée – 11 avril 2008
Mississaugas of Scugog Island v. CAW-Canada Dossier de la CSC no 32452	1271-03-U; 1336-03-M; 1414-03-M	Demande d'autorisation à CSC rejetée – 24 avril 2008